

Parti Evangélique Suisse

Secrétariat Général

Nägelligasse 9

Postfach 294

3000 Bern

Tél. 031 351 71 71

Fax 031 351 71 02

info@evppev.ch

www.evppev.ch

Office fédéral de la justice

3003 Berne

Berne, le 22 septembre 2010

Avant-projet de loi fédérale portant modification du code pénal et du code pénal militaire en vue de la mise en oeuvre de l'article 123b de la Constitution sur l'imprescriptibilité des actes d'ordre sexuel ou pornographique commis sur des enfants imputables

Réponse du Parti Evangélique Suisse (PEV) suite à la procédure de consultation.

Madame la Conseillère fédérale,
Madame, Monsieur,

Le PEV vous transmet ses remerciements quant à la possibilité de prendre position sur cet avant-projet de loi fédérale et vous fait volontiers part ci-dessous de ses remarques.

Tout d'abord nous tenons à rappeler que le **PEV était en défaveur de l'adoption de ce texte constitutionnel**, notamment en raison des problèmes légaux de détermination exacte des faits. Mais, dans la mesure où celui-ci a été adopté, le PEV **soutient l'introduction d'une loi de mise en oeuvre** du texte constitutionnel article 123b de la Constitution qui soit aussi adéquate et juste que possible. En effet, sans **une clarification du texte constitutionnel**, la porte reste grande ouverte **aux inégalités et aux abus d'interprétation, de traitement et d'application**, voir même à l'absence de mise en oeuvre de ce texte constitutionnel. C'est pourquoi, le PEV soutient la modification du code pénal proposée tout en suggérant quelques compléments afin que la formulation évasive de l'art. Cst 123b puisse être respectée dans la pratique judiciaire et de manière conséquente et semblable sur tout le territoire suisse.

1. « ... sur un enfant imputable... ».

Le rapport soumis à consultation s'étend de manière détaillée sur une définition précise de cette notion et conclut que cette définition doit permettre d'appliquer l'imprescriptibilité aux actes punissables d'ordre pornographique ou sexuel à la catégorie des enfants de 0 à 10 ans. Les jeunes de 11 à 16 sont soumis aux prescriptions pénales conventionnelles décrites à l'article 97 al.1. comme le résume le tableau de la page 26 du rapport explicatif.

Le PEV soutient cette catégorisation qui limite l'imprescriptibilité à cette tranche d'âge spécifique puisque au-delà les poursuites restent possibles selon la législation actuelle qui fonctionne jusqu'ici à satisfaction.

2. « ...actes d'ordre sexuel ou pornographique... »

Le rapport donne une définition détaillée de ce qui est entendu par la notion « actes d'ordre

sexuel ou pornographique... » devant bénéficier de l'imprescriptibilité en se rapportant aux articles suivants du Code Pénal, soit :

- art.187.chap.1 : actes d'ordre sexuel avec des enfants
- art.189 : contrainte sexuelle
- art. 190 : viol
- art 191. actes d'ordre sexuel commis sur une personne incapable de discernement ou de résistance
- art.192 : actes d'ordre sexuel avec des personnes hospitalisées, détenues ou prévenues
- art.193 : abus de la détresse

Les articles 192 et 193 ne sont toutefois pas mentionnés dans le catalogue des infractions à mettre au bénéfice de l'imprescriptibilité, car il sont considérés comme étant absorbés par l'art. 187, ch.1.

Cette liste d'actes exclus d'autres articles, dont les suivants sur lesquels nous aimerions revenir :


- **art. 122a – mutilation génitale féminine** : il est dit qu'il s'agit là d'une atteinte à l'intégrité physique qui n'est pas l'objectif poursuivi par l'art 123b Cst. Cependant, le rapport explique de manière claire qu'il s'agit de protéger le développement sexuel des enfants. **Protéger les filles des mutilations génitales n'est à notre sens pas du tout différent de la protection du développement sexuel des enfants, et partant, des filles et des femmes.** Peut-on avoir un développement sexuel sain, alors que la mutilation porte directement atteinte au sexe de la femme ?
- **art. 182 – traite d'être humains** : la traite d'être humains est définie comme profitant de l'exploitation sexuelle d'enfants sans exercer d'actes d'ordre sexuel à leur encontre. Cependant, il nous semble qu'il s'agit là clairement d'une **atteinte envers l'auto-détermination de la vie sexuelle de l'enfant nuisant à un développement serein et sain** de sa sexualité ainsi que **du droit au libre-choix**.
- **Art.195 – encouragement à la prostitution** : même argumentation que pour l'article 182.

Par conséquent, **le PEV propose, sur la base de l'avant-projet présenté, de modifier l'article 101, al.1, CP (imprescriptibilité) de la sorte :**

d. (sont imprescriptibles) les infractions aux art. 122a, 182, 187, ch.1, 189, 190, 191 et 195 CP lorsqu'elles ont été commises sur un enfant de moins de 10 ans »

Nous vous remercions pour le précieux travail accompli et vous transmettons, Mme la Conseillère fédérale, nos salutations distinguées.

PARTI EVANGELIQUE SUISSE (PEV)



Président du Parti
Heiner Studer



Secrétaire général
Joel Blunier